

Timofeï Bordachev : Un nouveau Grand Jeu pour l'Asie centrale ?

Timofei Bordachev soutient que la pensée autour du Grand Jeu du XIXe siècle continue de dominer la réflexion sur l'Asie centrale, alors même que les réalités géopolitiques de cette région connaissent de profondes transformations. Bordachev est le directeur de programme du Valdai Discussion Club et le superviseur académique du Centre d'études européennes et internationales globales à l'Université nationale de recherche – Haute école d'économie. Les fantômes eurasiens du Grand Jeu : <https://valdaiclub.com/a/highlights/eurasia-s-ghosts-of-the-great-game/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Nous recevons aujourd'hui Timofey Bordachev, directeur de programme du Valdai Discussion Club, pour parler de son récent article — enfin, l'un de ses plus récents — **Le fantôme du Grand Jeu en Eurasie**. Je laisserai un lien vers l'article dans la description, et je recommande vivement à tout le monde de le lire. Merci d'être avec nous.

#Timofei Bordachev

Merci, Glenn. Très heureux de parler avec vous.

#Glenn

Ainsi, le Grand Jeu du XIX^e siècle occupe une place très particulière dans la pensée géopolitique. Il s'inscrit également dans le cadre plus large, je suppose, des idées de Halford Mackinder sur le « Heartland » eurasien, qui ont profondément influencé la politique britannique et américaine en matière de stratégie de confinement de la Russie et de gestion du jeu eurasien plus vaste. Mais il y a aussi, en ce moment, beaucoup de discussions sur un possible retour de ce Grand Jeu. Cependant, vous avez adopté la position inverse. Je me demandais si vous pouviez donner un peu de contexte sur ce qu'était le Grand Jeu, sa pertinence, et aussi pourquoi l'environnement géopolitique actuel est fondamentalement différent.

#Timofei Bordachev

Eh bien, tout d'abord, une petite correction. Je ne pense pas que l'environnement géopolitique soit complètement différent. Et c'est en réalité l'une des raisons qui sous-tendent mes conclusions et mon hypothèse générale. La situation en Asie centrale, avant tout en raison de la localisation géographique de cette région, ne peut pas menacer la survie de la Russie. Elle ne peut pas menacer la survie de la Chine. Elle ne peut pas menacer la survie de l'Europe, ni, a fortiori, celle des États-Unis. Ainsi, le Grand Jeu, qui est apparu comme un élément très visible du débat intellectuel au XIX^e siècle, doit être considéré comme l'un des premiers éléments d'un récit qui n'a pas de lien particulièrement fort avec la réalité de la politique de puissance. Au XIX^e siècle, surtout après la guerre de Crimée et après le congrès de Berlin de 1878, la survie et la sécurité de la Russie et des empires européens dépendaient de la situation en Europe et de leurs relations sur le continent européen.

Ni en Asie centrale, ni en Afghanistan, ni en Inde. Et à mon avis, l'idée — le concept du Grand Jeu — nous a rendus réceptifs à ce récit précisément parce qu'il n'a aucun lien avec la réalité concrète. La Grande-Bretagne et l'Empire russe, à cette époque, étaient objectivement des alliés cherchant à restreindre leur autonomie et à limiter le rôle de l'Europe occidentale continentale. Et pour l'Empire britannique comme pour l'Empire russe, il était très utile de trouver une zone où ils pouvaient rivaliser sans remettre en cause la partie la plus importante de leur relation en Europe — contre l'Allemagne. La notion de Grand Jeu, comme nous le savons, a été introduite par un jeune aristocrate britannique voyageant dans l'Émirat de Boukhara vers 1837–1840, dans l'une de ses lettres.

#Timofei Bordachev

En 1841, il fut exécuté sur la place centrale de la grande et belle ville de Boukhara, sur ordre de l'émir de Boukhara. Et cette idée apparut bientôt dans les récits d'Europe occidentale, britanniques, puis russes, bien que les deux empires ne se soient jamais réellement affrontés directement, ne se soient jamais fait face avec toute l'étendue de leurs capacités de puissance. Ce n'était donc pas grandiose — mais c'était un jeu.

#Glenn

L'une des choses qui semble avoir changé, cependant, c'est que lorsque nous avons l'Empire russe face à l'Empire britannique, par définition, les empires réduisaient l'autonomie des autres peuples. Mais aujourd'hui, nous avons des pays comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan qui s'en sortent très bien. On peut voir qu'ils disposent de beaucoup plus, je dirais, d'initiative et d'autonomie, même par rapport à la fin de la guerre froide. Comment les voyez-vous agir, cependant ? Car ils ont leurs propres priorités, contrairement à — eh bien, nous ne voyions pas ce genre d'autonomie au XIX^e siècle.

#Timofei Bordachev

Eh bien, je pense qu'il existe une certaine dualité dans l'attitude de nos amis et alliés du Kazakhstan et d'Asie centrale. D'un côté, ils ne souhaitent certainement pas voir de confrontation ou de compétition entre la Russie et l'Occident sur leur propre territoire. Et, bien sûr, ils se considèrent à juste titre comme des acteurs indépendants de la politique internationale, désireux d'établir des relations multivectorielles et coopératives avec différentes puissances — non seulement avec la Russie, mais aussi avec la Chine et, bien entendu, avec l'Occident. Mais d'un autre côté, ils recherchent désespérément l'attention internationale.

Parce qu'objectivement, cette région ne dispose pas des ressources nécessaires pour être importante dans la politique internationale ou dans l'économie mondiale. La population est faible. L'ensemble de la population de l'Asie centrale, y compris le Kazakhstan, est inférieur à celui du Vietnam — environ trois fois inférieur à celui de pays comme le Pakistan ou l'Indonésie. Le territoire disponible pour l'activité économique ainsi que pour la vie sociale et culturelle dans toute l'Asie centrale n'est pas plus vaste que celui, disons, de la Pologne. La quantité de ressources naturelles est moindre que dans de nombreux autres pays du monde. Et la logistique est catastrophique — la logistique est catastrophique.

Il est bien connu qu'il n'existe aucune connexion directe avec les routes maritimes océaniques. Nos amis et alliés — les pays d'Asie centrale — cherchent des récits qui puissent les rendre plus visibles dans le débat intellectuel international et les aider à se promouvoir comme objet de compétition entre les grandes puissances. Ainsi, cette dualité constitue une position stratégiquement peu confortable. Mais, sur le plan tactique, pour l'instant, nous pouvons reconnaître à nos amis d'Asie centrale la capacité d'explorer les différentes opportunités liées à l'existence de ce récit du « grand jeu ».

#Glenn

Eh bien, cette politique étrangère à vecteurs multiples dont vous parlez — vous savez, on entend cela de la part de nombreux pays aujourd'hui — représente l'opportunité, dans un monde multipolaire, de s'entendre avec toutes les grandes puissances, voire de les opposer légèrement les unes aux autres pour en tirer des avantages. Et l'on peut dire que le Kazakhstan, l'Ouzbékistan — tous deux y ont un intérêt. Mais cela soulève la question de savoir dans quelle mesure c'est réellement possible, car c'est, dans une certaine mesure, ce que faisait Ianoukovitch en Ukraine : jouer un peu les Européens et les Russes les uns contre les autres pour obtenir le meilleur accord possible pour lui-même. Mais ils ont fini par connaître un coup d'État et se sont retrouvés, en substance, transformés en État de première ligne. Et on peut aussi constater — eh bien, du moins, l'Arménie a fondamentalement changé au cours des deux dernières années, et l'Azerbaïdjan adopte également un ton très différent. Voyez-vous néanmoins la possibilité d'un équilibre idéal entre les grandes puissances, ou seront-ils, selon vous, contraints d'occuper une position de première ligne ?

#Timofei Bordachev

Eh bien, je ne pense pas que les États d'Asie centrale puissent être forcés d'entrer dans l'un des camps géopolitiques opposés. Et je ne pense pas que nous puissions, ni que nous devrions, les comparer à nos frères d'Ukraine — tout d'abord parce qu'ils se trouvent dans une position géopolitique complètement différente. L'Ukraine partage une frontière directe avec l'OTAN, avec l'Occident. Il faudrait un effort considérable pour acheminer des armes sérieuses en Asie centrale, contrairement à l'Ukraine. Ainsi, en ce qui concerne la mise en place d'une quelconque structure de campagne militaire, l'Asie centrale n'est pas le meilleur endroit — c'est en réalité l'un des pires endroits sur le périmètre de la Fédération de Russie pour tout adversaire de la Russie qui songerait même à explorer cette possibilité. Et deuxièmement, peut-être encore plus important, la culture. Le grand orientaliste russe Vasily Bartold a écrit dans son livre **Histoire culturelle du Turkestan**...

C'est dès le tout début de son livre. Il écrit, en parlant du Turkestan, que nous ne devons jamais oublier que l'histoire de la vie culturelle y est au moins quatre fois plus longue qu'en Russie. Alors, Glenn, à l'époque où nos ancêtres, les tiens et les miens, ramassaient de la nourriture dans les profondes forêts d'Europe du Nord, les habitants d'Asie centrale menaient déjà des vies très civilisées, très cultivées, au sein des anciennes civilisations et des centres culturels des grandes villes. Nous ne devrions donc pas sous-estimer la sagesse politique et historique des peuples d'Asie centrale. Ils ont une histoire de l'État bien plus longue, une histoire de la vie culturelle bien plus ancienne. Ils sont bien plus sages que n'importe quel Européen, y compris les Russes. C'est une autre raison pour laquelle je crois que l'Asie centrale ne pourra jamais être simplement un objet de manipulation par l'une ou l'autre des grandes puissances.

#Glenn

Eh bien, je pense que ce qui est intéressant dans la différence actuelle, par rapport aux XIX^e et XX^e siècles, c'est que, au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne, puissance maritime, faisait face à l'Empire russe, puissance terrestre. Ensuite, dans une certaine mesure, cela s'est rejoué au XX^e siècle entre l'Union soviétique et les États-Unis. Mais c'était alors une rivalité à somme nulle, où l'on voyait clairement les deux camps chercher à atteindre la primauté. C'est toutefois un peu différent aujourd'hui, étant donné la présence de nombreux autres acteurs régionaux. Il est difficile de ne pas voir non seulement l'autonomie de ces États eux-mêmes, mais aussi celle de plusieurs autres grandes puissances. Et je dirais que, même après l'ère de l'après-guerre froide, on observe encore une partie de cette même logique à somme nulle émanant de l'Occident — c'est-à-dire des États-Unis et des Européens.

Ils ont tendance, chaque fois qu'ils interagissent avec les pays d'Asie centrale, à inclure dans leurs déclarations l'idée qu'il faut les libérer de la Russie, ou d'une manière ou d'une autre détacher les voisins de la Russie de celle-ci. Mais cela s'inscrit dans cette même logique de jeu à somme nulle. Si l'on regarde l'émergence de la Chine, par exemple, il ne semble pas que les Chinois ou les Indiens

aient joué ce jeu à somme nulle dans la même mesure. En d'autres termes, ils ont essayé d'harmoniser leurs intérêts avec ceux de la Russie, ou du moins de gérer la concurrence là où elle se manifeste. Pensez-vous que cela soit juste — ou même durable — à long terme ?

#Timofei Bordachev

Eh bien, je pense que c'est tout à fait durable.

#Glenn

Et je pense que ton évaluation est correcte.

#Timofei Bordachev

L'engagement de la Chine en Asie centrale est très limité. Je voyage souvent dans cette région, et je peux affirmer avec certitude que la Chine y est présente. Elle constitue un bon partenaire pour les économies d'Asie centrale en matière de commerce, et dans une moindre mesure en matière d'investissement — principalement axé sur l'exploitation de diverses ressources naturelles. Mais son engagement réel n'est pas très important. Celui de la Russie est beaucoup plus fort, et celui de l'Occident est en croissance, mais il se heurte, comme tout autre acteur extérieur, à des obstacles et des limites internes fondamentaux. Ceux-ci sont liés au fort désir et à la capacité de nos voisins d'Asie centrale de préserver l'indépendance de leur souveraineté face aux manipulations extérieures — un désir, comme je l'ai dit, fondé sur une tradition culturelle très solide.

Eh bien, en ce sens, comme je l'ai dit, je suis très optimiste. Deuxièmement, je ne crois pas que l'Occident, en évaluant objectivement la position géopolitique de l'Asie centrale, investira des ressources importantes. Tout d'abord, je ne pense pas que l'Occident dispose de ces ressources. Ensuite, je ne pense pas que l'Occident investira sérieusement dans une région comme l'Asie centrale. Ce n'est pas avantageux pour lui. Ce n'est pas un atout. C'est autre chose.

#Glenn

Oui, quand tout le monde demande combien de puissances vont s'y engager, on regarde toujours les intentions et les capacités. Et je pense que c'est probablement juste. L'Occident politique se fragmente également. Il n'a pas les moyens d'y investir, et en termes d'intentions, cela ne semble pas être une priorité élevée. On pourrait aussi soutenir que ce qui distingue la Russie d'aujourd'hui de celle des XIXe et XXe siècles, c'est qu'il n'y a pas vraiment besoin, si l'on peut dire, d'équilibrer la Russie dans cette région, car elle n'a pas l'intention de poursuivre une hégémonie en Asie centrale.

Ils n'en ont d'ailleurs plus vraiment la capacité. En effet, tout l'enjeu semble désormais être de gérer cette coopération et cette rivalité entre grandes puissances avec les autres États eurasiens. Pensez-vous que les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai soient à la hauteur pour gérer non

seulement la compétition ou la coopération entre Russes, Chinois, Indiens et autres, mais aussi pour préserver l'autonomie des États d'Asie centrale eux-mêmes, qui, comme vous le soulignez, possèdent une forte singularité culturelle ?

#Timofei Bordachev

Je comprends. Eh bien, je pense que ce n'est pas seulement pour eux, mais aussi pour nous — pour la Russie également. Les deux organisations internationales que vous avez mentionnées, les BRICS et l'OCS, l'Organisation de coopération de Shanghai, sont très différentes des types d'organisations internationales que nous avons l'habitude de voir en Occident, comme l'OTAN ou l'Union européenne. Elles n'ont pas de direction unique. Elles n'ont pas d'hégémon à l'intérieur capable de structurer la coopération. Ainsi, la coopération au sein de ces institutions est très flexible, et il n'y a pas de pouvoir ordonnateur qui la structure d'en haut. Je pense que c'est précisément ce que nous, Russes, apprécions dans l'OCS, par exemple, ou dans les BRICS, et ce que nos amis d'Asie centrale apprécient aussi — la flexibilité et l'absence de contrôle totalitaire sur leurs politiques étrangères.

À mon avis, c'est une manière assez erratique de faire les choses. Vous savez, j'ai donné une interview il y a quelques mois, et j'ai reçu une question relativement similaire d'une journaliste française. Elle m'a demandé : quel est le principal avantage de l'OCS ? Et j'ai répondu que l'avantage de l'OCS, c'est qu'elle n'a pas de dirigeant. Elle a été surprise. Elle m'a dit : comment peut-on avoir une organisation sans dirigeant ? Pour elle, pour la journaliste française, c'était quelque chose d'absolument impensable, car elle a grandi dans ce récit centré sur l'OTAN et les États-Unis, selon lequel toute institution, pour fonctionner, doit avoir un chef — sinon elle ne fonctionne pas. Eh bien, bien sûr, il est plus difficile de vivre dans une société libre que de vivre dans des casernes militaires.

Nous comprenons cela. Et nous comprenons que, puisque l'OCS ou les BRICS sont des sociétés et non des casernes militaires, il est difficile d'accomplir de nombreuses choses qui auraient pu être faites autrement. Mais l'absence de souveraineté et de liberté en Eurasie, à mon avis, n'est pas seulement inutile — elle est impossible. Nous devrions donc considérer l'absence de toute possibilité d'avoir une direction centralisée unique en Eurasie comme un fait acquis, comme une condition ultime de nos relations interétatiques. Et cela convient à tout le monde. Mais pour revenir un instant à votre question précédente — je m'excuse, j'ai oublié de mentionner une chose à propos du récit à somme nulle. Eh bien, le récit à somme nulle, je le vois dans un contexte un peu plus large, comme faisant partie de la philosophie politique européenne.

Vous savez, quand j'enseigne à mes étudiants — quand je vais à mes étudiants — ils sont Russes, Chinois, d'Asie centrale, et viennent de nombreux autres pays. Je leur dis dès le premier séminaire que, pour aborder une question donnée, il faut trouver un conflit, car sans conflit il n'y a pas d'étude. Les gens de Chine ne comprennent pas cela. Les gens d'Asie ne comprennent pas cela. Parce que ma pensée et ma théorie des relations internationales, comme vous le savez, reposent sur le jeu à somme nulle — elles reposent sur le conflit. Donc je ne blâme pas l'Occident pour sa pensée à somme nulle, pas plus que je ne blâme un prédateur de manger de la viande ou un végétarien de

manger de l'herbe. Cela fait partie de la philosophie politique occidentale. Il n'y a rien à leur reprocher.

#Glenn

Eh bien, c'est intéressant. La focalisation sur la centralisation du pouvoir au sein de ces institutions internationales — on pourrait dire que cela devient plus nécessaire lorsqu'il y a un adversaire extérieur à affronter. Je veux dire, si l'on regarde la Grèce antique, ce qui les a poussés à centraliser le pouvoir, c'étaient les Perses. Aux États-Unis, ils ont également centralisé le pouvoir lorsqu'ils ont commencé à interagir davantage avec d'autres grandes puissances. Et on peut dire la même chose de la Communauté européenne, qui est devenue l'Union européenne. Une fois qu'ils se sont concentrés sur l'amélioration de leurs relations et de leur sécurité mutuelle, plutôt que sur la recherche de sécurité contre les non-membres, ils n'avaient plus besoin du même niveau de centralisation.

C'est seulement maintenant qu'ils construisent cette Union européenne géopolitique qu'ils doivent centraliser tout ce pouvoir. Et, vous savez, on pourrait dire qu'au sein des BRICS et de l'OCS, le fait qu'il n'y ait pas de centralisation du pouvoir devrait rassurer les autres États, parce que—eh bien, il n'y a aucune chance que les Indiens et les Chinois s'allient contre les Américains, je suppose. Mais dans vos prévisions ou votre modèle pour l'Asie centrale, comment voyez-vous la guerre en Iran s'inscrire ? Parce qu'elle semble avoir un impact très perturbateur avec des conséquences imprévisibles. Pensez-vous que cela puisse affecter l'Eurasie de manière significative ?

#Timofei Bordachev

Bien sûr, les populations d'Asie centrale et, plus largement, d'Eurasie centrale ne souhaitent pas l'effondrement de l'Iran. Pour elles, ce serait un défi, car si l'Iran s'effondrait, son territoire pourrait devenir une base pour divers groupes terroristes et extrémistes. Et connaissant les habitudes de nos homologues occidentaux, nous sommes absolument certains que les Américains ou les Européens exploiteraient cette occasion pour en tirer profit. Ainsi, la chute de l'Iran pourrait entraîner un changement majeur pour l'Asie centrale — surtout maintenant, alors que la situation en Afghanistan s'est relativement stabilisée et que le gouvernement de Kaboul est capable de contrôler la majeure partie du territoire ou de régler les conflits avec les États voisins causés par des problèmes frontaliers, comme avec le Pakistan ou le Tadjikistan. Ils parviennent donc globalement à gérer la situation, même s'ils ne contrôlent pas tout.

Ainsi, en ce sens, la situation autour de l'Iran est perçue avec un certain sentiment de danger. Mais d'un autre côté, elle leur offre aussi des opportunités, car ils peuvent tirer profit de l'effondrement du miracle économique du Golfe persique. Ils peuvent récupérer une partie de l'argent, attirer de nouveaux investissements qui, autrement, seraient allés vers les pays du Golfe. Et il existe également une nouvelle opportunité — une nouvelle chance — de construire le Corridor logistique et de transport transafghan, puisque les routes commerciales nord-sud doivent encore être établies et

développées. Maintenant, le flanc occidental — c'est-à-dire la situation entre l'Iran et Israël — semble devoir rester instable pendant longtemps, et cela ouvre de nouvelles perspectives pour des pays comme l'Iran, le Pakistan et les États d'Asie centrale également. Ces événements sont donc perçus avec des sentiments très partagés.

#Glenn

Je suis content que vous ayez mentionné l'Afghanistan, parce que, vous savez, une fois que l'OTAN s'est retirée, l'Afghanistan a disparu des gros titres à travers l'Occident. Mais, comme nous l'avons appris des médias russes — et aussi chinois, d'ailleurs — les Russes comme les Chinois ont adopté leurs propres approches prudentes pour dialoguer avec les nouvelles autorités en Afghanistan, essentiellement afin de stabiliser une région qui avait échappé à tout contrôle. Pour ceux d'entre nous qui n'ont pas suivi de près depuis la fin de l'occupation de l'OTAN, comment les Chinois et les Russes gèrent-ils aujourd'hui cette situation ? Cela semble presque les priver d'autonomie, mais comment abordent-ils leurs relations avec l'Afghanistan ?

#Timofei Bordachev

Eh bien, comme vous le savez probablement, au début du mois de juillet de l'année dernière, la Russie a officiellement reconnu l'Émirat islamique d'Afghanistan comme un État, ainsi que le gouvernement taliban comme faisant partie de ce gouvernement. Le drapeau a été hissé sur le bâtiment de l'ambassade d'Afghanistan à Moscou. Les Chinois ne nous ont pas encore suivis, même s'ils ont développé des relations avec le gouvernement taliban et qu'ils y réalisent déjà certains investissements. Deuxièmement, les autorités actuelles en Afghanistan ne peuvent en aucun cas être considérées comme des marionnettes. Elles peuvent continuer à explorer et à établir des relations avec la Russie, avec la Chine, et aussi avec les États-Unis — pourquoi pas ?

Mais ils ont réussi à ne pas être sous la domination d'aucune des grandes puissances. En ce sens, l'Afghanistan se rapproche de l'Asie centrale par son comportement et sa position dans la politique internationale. Et c'est un changement très important. J'ai vu le peuple afghan il y a seulement quatre jours. Ils ont bien meilleure mine maintenant qu'il y a cinq ans, lorsque j'étais là-bas pour observer le retrait des forces américaines. L'apparence du peuple afghan il y a cinq ans et celle qu'il a aujourd'hui sont deux choses très différentes.

Ils sont plus forts psychologiquement — stables, calmes. Et bien sûr, nous pouvons les comprendre, car pendant vingt ans, ils ont vécu dans une situation où un tir soudain d'un hélicoptère américain, ou autre chose, pouvait frapper leurs maisons à Kaboul, détruisant les grands murs qui les entouraient. C'est l'indicateur le plus important. Pendant de nombreuses décennies de guerre civile et d'occupation internationale — soviétique et américaine —, les habitants de Kaboul et d'autres grandes villes ont construit d'immenses murs autour de leurs maisons. Aujourd'hui, ils les abattent. Et c'est l'un des indicateurs les plus significatifs de la manière dont les gens perçoivent leur stabilité, la situation actuelle du pays et leur avenir.

Je considère cette destruction des murs à l'intérieur des villes comme un indicateur très important. Bien que, bien sûr, nous sachions que l'Afghanistan reste très vulnérable à différents types d'activités terroristes et à des malentendus frontaliers avec le Pakistan — qui ont récemment provoqué des affrontements relativement importants — ils sont désormais entrés en négociations. Ainsi, la situation en Afghanistan est sous le contrôle du gouvernement, ce qui permet à la fois à la Chine et à la Russie de les contacter, de travailler avec eux et de comprendre que ce gouvernement possède pleinement le droit souverain d'engager et de coopérer avec toute puissance extérieure.

#Glenn

Oui, j'ai fait remarquer que je pense qu'il est probablement dans l'intérêt de la Russie de ne pas être toute-puissante ni de chercher à devenir une hégémonie potentielle en Eurasie, car cela ne ferait qu'inciter à des contrepoids. J'ai remarqué que lorsque la Russie est présente à l'est — par exemple, dans les États d'Asie centrale — on constate que la montée de la connectivité économique avec la Chine engendre une forte influence chinoise. Ainsi, ces États ont souvent intérêt à se rapprocher de la Russie, simplement pour maintenir un certain équilibre des pouvoirs ou des dépendances dans la région. Je ne sais pas, il me semble que l'équilibre fonctionne davantage en faveur de la Russie lorsqu'elle n'est pas nécessairement la plus dominante. Mais tu as mentionné quelque chose à propos des corridors de transport qui devraient être construits — des corridors de transport, tu sais, à la fois pour les ressources et les échanges — en Afghanistan.

Mais cela s'applique aussi au reste de l'Eurasie. Et en effet, si l'on se replonge dans le Grand Jeu, il s'agissait, dans une large mesure, de l'expansion des chemins de fer également. Plus tard, sous Alfred Mackinder, la préoccupation portait sur ces grandes lignes ferroviaires transcontinentales. Voyez-vous davantage d'investissements dans ce domaine dans les années à venir ? Je veux dire, oui, les Chinois ont leur initiative des Nouvelles Routes de la Soie, et les Russes, les Iraniens et les Indiens ont leur Corridor international de transport Nord-Sud. Mais maintenant que nous voyons les corridors maritimes perturbés par le déclin relatif des États-Unis — avec le Venezuela, Cuba, les tentatives de détourner des navires russes, et ce que nous observons dans le détroit d'Ormuz — pensez-vous que les corridors terrestres vont gagner en importance ? Parce que cela renforcerait, je suppose, la pertinence de l'Asie centrale.

#Timofei Bordachev

Oui, je suis tout à fait d'accord. En parlant à nouveau des relations avec les puissances voisines ou d'autres puissances, ce que nous constatons aujourd'hui, c'est que la Chine est un grand contributeur, mais la Chine ne crée pas d'emplois. En réalité, seule la Russie offre des emplois aux habitants d'Asie centrale sur le marché russe. Nous créons des emplois. Environ sept à dix millions de personnes originaires d'Asie centrale travaillent au sein de la Fédération de Russie, et c'est une contribution très importante à leur stabilité économique. Ce faisant, la Russie devance largement tout autre acteur international en tant que contributeur — d'abord à la stabilité économique, et seulement ensuite aux

affaires de sécurité. Car, croyez-moi, nos amis d'Asie centrale disposent de leurs propres armées et forces de sécurité.

Ils peuvent gérer eux-mêmes les problèmes susceptibles de survenir aujourd'hui grâce à leurs propres forces de sécurité nationales et souveraines. Ils n'ont pas réellement besoin de la protection de la Russie — ils ont besoin d'emplois. Et nous les aidons à créer des emplois pour les populations d'Asie centrale. En ce qui concerne le transport et la logistique, écoutez, le plus grand défi pour le développement de ces secteurs en Asie centrale, c'est que tout le monde pense qu'une fois le conflit entre la Russie et l'Occident résolu ou terminé, tout repassera rapidement par la Russie, contournant ainsi l'Asie centrale. Parce que nous avons le magnifique chemin de fer transsibérien, de merveilleux aéroports, une infrastructure remarquable et une grande expertise. Donc, le lendemain de la paix en Ukraine...

Tout le monde cherchera à investir dans et à développer des corridors de transport est-ouest traversant la Russie, ou passant par le Kazakhstan et la Russie, de la Chine à l'Europe. Et c'est là le plus grand défi. Les gens hésitent à investir parce qu'ils anticipent la paix en Europe, et c'est un problème. Pour la Russie, bien sûr, il est important non seulement de créer des emplois sur notre propre territoire, mais aussi d'aider nos amis et alliés d'Asie centrale à renforcer leur stabilité économique et leur cohésion sociale mutuelle, ainsi que d'aider l'Afghanistan. Car, comme vous l'avez justement dit, nous n'allons pas occuper ces territoires. Nous allons faire ce que nous avons fait il y a 150 ans — nous n'allons pas le répéter. Cela n'a aucun sens du point de vue de la pensée stratégique russe actuelle.

#Glenn

Juste une dernière question. Si le Grand Jeu n'est pas un bon modèle analytique pour comprendre ce qui se passe en Asie centrale — et j'imagine qu'il est un peu dépassé à bien des égards — quel serait selon vous le bon cadre d'analyse ? Quelle serait une bonne manière d'évaluer ce qui s'y passe ?

#Timofei Bordachev

Eh bien, depuis quelques années, nous promovons la notion de « majorité mondiale » — le grand nombre de pays dont l'objectif ultime, dans leur réflexion stratégique, est de prendre leurs propres décisions : décider eux-mêmes avec qui commercer, négocier et renforcer leurs relations politiques. En ce sens, je pense que les États d'Asie centrale sont très similaires à ceux du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est — en réalité, à tout État faisant partie de la majorité mondiale. C'est un bon cadre d'analyse. Ils recherchent la liberté de choix. Et nous devrions le reconnaître — en Russie, en Chine et en Occident — que, pour eux, le but ultime de la stratégie est la liberté de choix. Nous devrions orienter notre politique sur la base de cette compréhension claire.

#Glenn

Désolé, je vais ajouter une dernière question ici. Un problème clé avec la liberté de choix apparaît lorsque des arrangements de sécurité exclusifs commencent à être imposés, ce qui compromet la sécurité des autres. On peut appliquer cela à l'Amérique centrale ou même à l'Ukraine. Par exemple, des pays comme le Mexique devraient avoir la liberté de faire ce qu'ils veulent, mais ils n'ont pas la liberté d'accueillir une base militaire chinoise ou russe — tout comme l'Ukraine devrait avoir la liberté de faire ses propres choix, mais pas celle de placer des missiles américains à la frontière russe. Est-ce là le principal défi, ou un défi futur possible, en Asie centrale — si des blocs exclusifs commencent à émerger, ou si les États d'Asie centrale sont utilisés essentiellement contre d'autres grandes puissances ? Ou bien n'est-ce pas quelque chose que vous voyez à l'horizon ? Je ne pense pas que la Russie ait besoin de placer nos fusées en Asie centrale. Contre qui ?

#Timofei Bordachev

Nous entretenons de bonnes relations avec la Chine. Nous entretenons de bonnes relations avec l'Inde. Nos relations avec l'Iran sont également très bonnes. Il n'y a donc aucun voisin contre lequel la Russie souhaiterait placer des roquettes en Asie centrale. Il en va de même pour la Chine — la Chine n'a pas besoin d'y placer ses roquettes. Et l'Occident ne le peut pas, physiquement, en raison de la géographie de l'Asie centrale, contrairement à l'Ukraine. Ainsi, en ce sens, je pense que la géopolitique de l'Asie centrale n'est pas favorable en termes de rivalité internationale, mais qu'elle est très, très favorable en ce qui concerne ses propres...

#Glenn

Bonne réponse. Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Encore une fois, je laisserai l'article dans la description pour ceux qui souhaitent le lire.